

Tribune d'Edmond Maire, publiée dans *Le Monde* le 20 août 1986

La politique ne pourrait-elle rien au chômage ? Mai 1981, mars 1986, ces dates charnières de notre vie publique n'y ont rien changé : le nombre des chômeurs croît régulièrement, inexorablement. Quelle leçon pour un pays qui continue à survaloriser la politique, attendant tantôt d'un programme de gauche, tantôt d'une droite convertie au libéralisme économique, la solution à ses problèmes ?

A quelque chose, malheur est bon : l'impuissance des forces politiques à réduire le chômage a mis en valeur l'entreprise comme lieu essentiel de création de richesses et d'emplois. Si la leçon pouvait aussi servir d'antidote aux illusions préélectorales, cela représenterait un progrès pour notre culture nationale.

Mais attention au mouvement de balancier. Il serait dangereux pour notre démocratie de se laisser aller au fatalisme, de mettre l'emploi hors-jeu politique sous prétexte que de Delebarre à Séguin, de Fabius à Chirac la pente du chômage fait preuve d'une continuité absolue. Notre pays a besoin de forces politiques exprimant des ambitions pour la société toute entière et confrontant leurs propositions respectives pour réduire le chômage.

Du côté patronal, les contradictions sont grandes entre la restauration « gattazienne » du patron autosuffisant pour mener son entreprise au succès, des chambres patronales tâtonnantes dans la recherche de régulations professionnelles adaptées aux mutations en cours, et certains chefs d'entreprises conscients des nécessités de leur temps mais bien isolés.

Le besoin se fait de plus en plus sentir d'organisations patronales cohérentes, voyant plus loin que le bout de leur nez et sachant échapper à la surdétermination politique. Le syndicalisme saura-t-il réveiller, bousculer, dynamiser les forces politiques et économiques actuellement résignées à un chômage prolongé et grandissant ? Quand M. Séguin considère que 2 à 2,5 millions de chômeurs sont pour la France un nombre « totalement incompressible », il exprime tout haut ce que la plupart des dirigeants politiques et économiques pensent tout bas. Eh bien, non ! Franchement non ! Parce que le syndicalisme authentique reste bien vivant, c'est-à-dire porteur de sens pour les salariés, tous les salariés, et donc pour la société tout entière, il lui appartient par un grand effort sur lui-même de montrer comment surmonter l'inacceptable.

A la CFDT, nous avons appris à regarder les réalités en face. C'est vrai que dans les années à venir, toutes choses égales par ailleurs, c'est-à-dire si l'on ne change rien à l'organisation du travail, au temps de travail et au mode de vie, alors le plein emploi au sens classique du terme est impossible. C'est bien pourquoi il faut enrichir notre approche et s'engager à fond dans une double démarche dont les effets conjugués peuvent permettre d'éliminer le chômage à court ou moyen terme.

Le travail nerf de la guerre

En premier lieu, il faut donner une impulsion nouvelle à l'action de redressement économique et de création d'emplois. Parallèlement, il faut imaginer et faire progresser un projet social où chaque individu puisse exercer une activité - même si ce n'est pas un emploi classique - et recevoir un revenu, donc bénéficier d'une insertion sociale et économique. Reprenons ces deux pans de notre ambition.

D'abord, on peut faire mieux, beaucoup mieux, pour gagner la bataille de l'économie et de l'emploi.

Hier, si les nationalisations ont eu des vertus positives pour les entreprises concernées, elles n'ont pas joué le rôle de moteur de l'ensemble de l'économie que beaucoup attendaient. L'impulsion étatique n'est pas suffisante...

Aujourd'hui, la politique libérale vise avant tout à obtenir la confiance des détenteurs de capitaux et des chefs d'entreprise. Mais les privilèges fiscaux pour les riches et les gros fraudeurs, la liberté donnée aux patrons de développer sans frein le travail précaire, ne sont pas seulement injustes, porteurs d'arbitraire et d'insécurité, ils sont en même temps gravement inadéquats.

Le nerf de la guerre, l'atout décisif pour gagner la bataille économique moderne, ce n'est pas le capital, c'est le travail. Une stratégie financière peut faire rentrer les capitaux. Mais si l'investissement stagne aujourd'hui en France, ce n'est pas faute de capitaux, c'est faute de rentabilité des entreprises.

Comment améliorer la rentabilité ? Là plus encore, la plupart de nos dirigeants économiques et politiques retardent. Ils ne voient de solution que dans la rotation accélérée de la main-d'œuvre et l'affaiblissement des garanties collectives. Ils n'arrivent pas à comprendre que le handicap premier de nos entreprises - et de nos administrations - réside dans une gestion archaïque, centralisée, qui gâche les potentialités des salariés et sclérose leurs qualifications.

Pour donner à nos entreprises la qualité, la souplesse, la capacité d'adaptation et d'innovation dont elles ont impérativement besoin, il faut mettre au point des formes d'organisation de travail souple et qualifiante, des types de gestion faisant appel à la participation active des salariés dans les entreprises et les administrations. Et les adaptations nécessaires dans les acquis sociaux doivent être définies contractuellement. Il n'y a de solution qu'en s'efforçant de faire converger les intérêts des salariés et l'efficacité économique et sociale des entreprises, en visant à donner aux négociations le sens d'un échange « gagnant-gagnant » beaucoup plus que « donnant-donnant ».

La réduction du temps de travail trouve alors tout son sens. Avec le taux de chômage actuel et les gestions sclérosées de nos entreprises, il est malthusien de s'en tenir à la stagnation du temps de travail. Le temps de travail doit être réduit progressivement mais fortement pour rendre des emplois disponibles et faire toute leur place aux congés-conversion, congés sabbatiques, crédits-formation.

Un effort supplémentaire d'investissement

Et puis toute entreprise a son identité, ses habitudes, ses lourdeurs. Pour modifier en profondeur l'organisation du travail, développer la formation, libérer l'initiative, répartir au mieux le temps de travail, la réduction du temps de travail est un levier irremplaçable.

Au-delà de l'entreprise, la politique économique globale peut jouer un rôle bien plus positif qu'aujourd'hui. Les syndicats européens ont montré par exemple qu'un effort supplémentaire d'investissement coordonné des différents pays de la Communauté européenne améliorerait nettement l'emploi. A Bruxelles, les employeurs, les gouvernements l'ont reconnu. Quand les actes suivront-ils ?

En France, il existe actuellement un risque spécifique de retard de croissance par rapport à nos principaux voisins. Une relance sélective des investissements est possible et nécessaire. A condition bien sûr que nos gouvernants, au lieu de céder aux mirages d'une prétendue dérégulation, s'attachent à rénover les instruments d'évaluation, de prévision, d'intervention qui permettront de mieux maîtriser économiquement et socialement les évolutions.

La démarche qui vient d'être décrite est de nature à redresser notre économie et à créer de nombreux emplois. Nous n'avons cependant pas l'illusion de croire que cela suffise à retrouver le plein emploi, au sens courant du terme.

C'est là qu'intervient le deuxième pan de notre ambition : le chômage-zéro. Entendons-nous bien : dans une économie mobile et en mutation, il existe nécessairement un chômage de courte durée correspondant à l'ajustement entre la demande et l'offre d'emploi. Se donner pour objectif le chômage-zéro, c'est affirmer qu'au-delà de ce chômage " frictionnel ", on peut aujourd'hui permettre à chaque chômeur déclaré, à chaque demandeur d'emploi potentiel d'éviter le chômage et l'exclusion sociale en participant à une activité socialement utile, même dans des conditions nouvelles, dérogeant aux règles communément admises.

Ainsi les petites entreprises sont aujourd'hui le principal gisement d'emplois. Or les artisans, les petits patrons, même s'ils n'arrivent pas à faire face à la tâche, hésitent à embaucher ; souvent sans même avoir fait les calculs, ils craignent que cela ne leur coûte trop cher. Il est possible et nécessaire, sans nuire aux salariés, d'organiser l'aide à la gestion, de trouver les simplifications administratives, les modes de calcul des charges sociales sur des bases forfaitaires, les mesures fiscales susceptibles de faciliter l'embauche et de lancer un mouvement durable de création d'emplois dans ces entreprises.

La société française est ainsi organisée que des besoins importants ne sont pas satisfaits alors même qu'ils appellent une création d'emplois et d'activités non négligeables. On s'est aperçu par exemple de l'importante proportion des TUC

consacrée à la protection de l'environnement. Aider à l'insertion sociale d'un chômeur peut donc être aussi bénéfique pour la collectivité.

Notre société marchande a établi une coupure brutale entre l'emploi et le chômage selon que le travail fourni est rentable ou qu'il ne l'est pas totalement. Or il existe de multiples possibilités d'activités utiles partiellement solvables, actuellement inexplorées ou abandonnées au travail au noir. C'est le cas des services individuels à domicile. L'entretien de l'habitat, les services ménagers, la garde des enfants, le maintien à domicile des personnes âgées qui le souhaitent, appellent une autre organisation sociale de la vie quotidienne, dans des conditions fiscales et sociales appropriées qui appellent imagination, propositions, négociations.

La coupure rigide actif-inactif doit aussi être dépassée. De nombreux préretraités et retraités veulent avoir une activité utile.

Et puis il existe parmi les actifs une demande potentielle de travail à temps partiel qu'on peut aider à s'exprimer en apportant des garanties aux intéressés, notamment de déroulement de carrière.

Assouplir l'indemnisation

Certaines définitions du droit à l'indemnisation du chômage méritent aussi assouplissement. Pour un chômeur indemnisé, trouver un emploi à mi-temps ou un emploi moins qualifié peut être une opération perdante...

Enfin, ne faut-il pas élargir notre conception de l'assurance-chômage ? En ne nous contentant pas de chercher à instaurer un minimum de ressources pour tous les exclus, les hors-droits, mais en portant autant d'attention à la recherche d'une activité, d'une forme d'insertion sociale pour chacun d'entre eux ?

Il est possible, dès aujourd'hui, de donner à chacun dans ce pays soit un emploi soit une activité, un salaire ou une ressource. Cela n'ira pas sans risques, c'est vrai. Souvent ceux qui ont un emploi ne voient pas spontanément d'un bon œil le changement social nécessaire à la réalisation du chômage-zéro. Et pourtant, pour des syndicalistes décidés à s'adapter, à se renouveler, pour faire face aux défis de notre temps, l'élimination du chômage est un projet social de première grandeur, un projet mobilisateur car accessible.

La CFDT en fait le thème central de la rentrée sociale à travers dix importants rassemblements régionaux, les 19 et 20 septembre. Nous souhaitons vivement que sur ce thème se développent entre les syndicats l'émulation dans la proposition et la convergence dans l'action. Alors nous ne serons pas loin de toucher au but.